



Unsen info

UNION NATIONALE DES SYNDICATS DE L'ÉDUCATION NATIONALE – 263, RUE DE PARIS - CASE 549
93515 MONTREUIL CEDEX - FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE CGT

N° 160
SEPTEMBRE 2006

Cgt Educ'Action
4 Place St François
06300 Nice.

06.62.01.08.93 cgteducaction06@wanadoo.fr
1er degré 06: 06.63.57.64.72 sden1d06@free.fr
1er degré 83: Tél. : 06.11.77.62.69 sden.cgt.1d.var@free.fr

Rémunérations, primes, indemnités, NBI, prestations familiales

Spécial

Rémunérations

sept. 2006

L'année 2006 a commencé encore une fois par un dialogue de sourds. Quels que soient les ministres qui passent à « la Fonction publique » dans ce gouvernement, le leitmotiv est toujours le même :

*« Toujours moins de service public !
Toujours moins pour les personnels au service de l'État ! »*

Ainsi le bras de fer engagé pour faire reconnaître, à la fois missions et qualifications au travers d'une juste rémunération, doit se poursuivre.

La mobilisation des jeunes en formation, des salariés, des retraités contre les attaques pour démanteler le droit du travail, symbolisées par le CPE, a démontré, qu'ensemble on pouvait imposer d'autres choix. Car un des enjeux de De Villepin, à travers le CPE, était bien de provoquer une nouvelle baisse du coût de la masse salariale par l'attaque contre la reconnaissance des qualifications.

Aujourd'hui, le gouvernement, déjà en période « pré-électorale » annonce des aumônes de rentrée pour les étudiants comme pour les salariés. Elles ne compenseront pas même l'augmentation du prix de la baguette de pain « post canicule ».

Est-ce destiné à nous faire oublier la casse du service public et la suppression de 15 000 emplois dont 8 700 dans l'Education nationale ?

Or, ce n'est pas de charité dont nous avons besoin mais d'emplois justement rétribués !

**Construisons une mobilisation d'ampleur dès la rentrée en intégrant dans nos revendications le droit à un salaire digne.
Combattre le nivellement des salaires par le bas, c'est aussi imposer un autre choix de société !**

Catherine Perret

Sommaire :

1. Votre traitement
2. Calcul de votre traitement
3. Tableau des traitements au 01.07.2006
4. Les indemnités et rémunérations supplémentaires
5. Les prestations familiales
6. A savoir
7. Salaire – Pouvoir d'achat : des luttes à mener

1. Votre traitement

A connaître :

- Décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 art. 2 : à compter du 1^{er} janvier 1983, il ne sera plus fait usage des indices nets, ni des indices nouveaux auxquels seront substitués, en tant que de besoins, les indices bruts et les indices majorés (voir si nécessaire, le barème de correspondance au 1^{er} juillet 2001 dans ce même décret au RLR 201-0)..
- Revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet 2005 : SMIC horaire 8,03 €, soit 1 217, 88 € brut mensuel.
- Suite à la réévaluation du SMIC, au 1^{er} juillet 2005, le minimum de la fonction publique est fixé à l'indice **276** (1 241,52 €).

La CGT revendique une remise à plat et une réévaluation de l'ensemble des classements hiérarchiques.

1.1 – MI-SE

Indice nouveau majoré unique : 276 au 01.07.2006.

1.2 - MA

Tableau des indices nouveaux majorés (INM) au 01.07.2001

Échelon	MA 1	MA 2	MA 3
1	348	320	271
2	375	334	293
3	394	350	306
4	415	367	320
5	438	383	336
6	459	394	355
7	483	415	373
8	506	446	389



1.3 – Titulaires et stagiaires

Tableau des indices nouveaux majorés (INM) au 01.07.2006 (inchangé depuis le 01.12.2002)

Échelon	PEGC CEd	Certifié P. Ecole PLP CPE P.EPS Co.Psy (C)	A.E.	Instit.	P.DirII2	Bi-admis.	Agrégré P.DirI1	Hors Classe			Classe exc.	Prof. Chaires sup	CE. EPS Chargé Ens.
								Certifié P. Ecole PLP2 CPE P.EPS D. CIO	PEGC CE. EPS	Agrégré P.DirI1	PEGC CE. EPS		
1	320	348	320	340	394	365	378 (b)	494	456	657	611	657	296
2	338	375	338	356	419	399	435	559	480	695	663	695	338
3	358	394	359	365	447	420	477	600	509	733	694	733	358
4	375	415	375	372	474	441	517	641	538	782	740	775	375
5	393	438	393	382	503	468	553	694	611	820	782	820	393
6	414	466	414	389	538	499	592	740	657	(a)		(a)	414
7	433	494	433	398	566	526	634	782					433
8	457	530	457	419	616	566	683						457
9	481	566	481	440	661	611	733						481
10	510	611	510	468	695	657	782						510
11	539	657	539	514	-	687	820						539

P.DirI1 et P.DirI2 signifient « personnels de direction 2^e catégorie, de 1^e et 2^e classe »

P.DirI1 et P.DirI2 signifient « personnels de direction 1^e catégorie, de 1^e et 2^e classe »

(a) La carrière se poursuit hors échelle indiciaire dans la lettre A. Traitement brut annuel (A1 :880 ; A2 : 915 A3 : 962).

(b) Indice 399 pour les personnels de direction 1^e catégorie 2^e classe et 2^e catégorie 1^e classe

(c) Plus 15 points à partir du 8^e échelon si plus de 50 ans au 31.08.94.

1.4 - Professeurs contractuels

Les professeurs contractuels sont classés selon les titres et diplômes qu'ils possèdent ou leur qualification professionnelle dans l'une des quatre catégories suivantes :

- . *hors catégorie* : personnel destiné à enseigner dans les sections post-bac,
- . *1^{re} catégorie* : ingénieurs d'écoles énumérées dans les textes, doctorat d'état, ...
- . *2^e catégorie* : licence et plus,
- . *3^e catégorie* : les autres personnels.

Lorsque le classement des candidats dans l'une des quatre catégories a été effectué, il est attribué à chacun d'eux l'indice qui servira de base au calcul de sa rémunération. En principe, cet indice est déterminé en tenant compte des diplômes, de la qualification professionnelle, des services accomplis dans le privé pour les disciplines technologiques et professionnelles, du niveau d'enseignement dispensé.

Commentaire : trop souvent, les contractuels sont rémunérés à l'indice minimum, sans tenir compte des critères énoncés. C'est un abus. Le syndicat doit intervenir quand le contractuel est rémunéré au minimum pendant des années. Il n'est pas prévu de carrière pour ces personnels contrairement aux maîtres auxiliaires. Il faut donc négocier le salaire à l'embauche et à chaque renouvellement de contrat.

Rémunération :

Références RLR 847-0 et 206-2b :

- . décret 81-535 du 12.05.81 modifié par le décret 89-520 du 27.07.89 ;
- . arrêté du 29.08.89 modifié par l'arrêté du 03.08.90.

Les indices bruts servant à la détermination de la rémunération des quatre catégories des professeurs contractuels prévues à l'art. 5 du décret du 12.05.81 modifié susvisé sont fixés, selon les catégories, dans les limites indiciaires suivantes :

Catégories	Indices					
	Minimum		Moyen		Maximum	
	Brut	INM	Brut	INM	Brut	INM
Hors catégorie	500	430	820	671	Hors échelle	
1 ^{re} catégorie	460	402	720	595	965	781
2 ^e catégorie	408	366	591	497	791	649
3 ^e catégorie	340	320	493	424	751	619

Attention à la confusion possible entre indices bruts et indices nouveaux majorés.

1.5 - Contrats emplois solidarité

Le bénéficiaire d'un CES perçoit un salaire égal au montant du SMIC horaire pour le nombre d'heures de travail effectuées.

Le décret n° 90-105 du 30.01.90 a fixé la durée hebdomadaire à 20 h. Des heures complémentaires peuvent être effectuées (1/10^e de la durée).

Les EPLE sont assujettis à la loi de mensualisation.

Exemple : pour un bénéficiaire de CES mensualisé, la durée mensuelle sera donc de 20 h x 4,33 = 86,66 h. La rémunération brute mensuelle sera donc égale au SMIC horaire x 86,66, soit au 01.07.2006 : 8,27 x 86,66 = 716,67 €

L'employeur peut déduire du SMIC les sommes correspondant aux avantages en nature dont bénéficie le titulaire du CES.

1.6 – Assistants d'Education

Indice nouveau majoré : 276 au 01.07.2006 pour un temps complet.
(BO n° 25 du 19 juin 2003)

Pouvoir d'achat des fonctionnaires en chute libre

Baisse : de 6 % depuis 2000
de 14 % depuis 1983



Pour info

SMIC au 01.07.2006 :
986 € net/mois,
soit 1 254,28 € brut
(8,27 €/heure)

2. Calcul du traitement

- Votre traitement brut mensuel est obtenu en multipliant la valeur annuelle du point indiciaire par votre indice nouveau majoré (INM) puis en divisant ce résultat par 12.

Valeur annuelle du point indiciaire :
53,9795 € au 01.07.2006.

Augmentations programmées : + 0,5 % au 01.07.2006
+ 1 pt d'indice au 01.11.2006
+ 0,5 % au 01.02.2007

Plafond mensuel Sécurité sociale au 01.01.2006 : 2 589 €

- Le « net à payer » inscrit sur votre feuille de paie est calculé en faisant les opérations suivantes :

Traitement brut (TB) :

PLUS :

- . indemnité de résidence (IR)
- . autres indemnités éventuelles
- . supplément familial de traitement (SFT) éventuel
- . prestations familiales éventuelles

MOINS :

- . cotisation(s) retraite (a)
- . contribution exceptionnelle de solidarité (CES) (b).
- . contribution sociale généralisée (CSG) (c)
- . remboursement de la dette sociale (RDS) (d)
- . cotisation MGEN éventuelle - plafond indice 820.

- La pension mensuelle des retraités est calculée en faisant les opérations suivantes :

Pension brute : traitement brut mensuel afférent à l'indice figurant sur le livret de pension multiplié par le taux de pension.

MOINS :

- . contribution sociale généralisée (CSG)
- . remboursement de la dette sociale (RDS)
- . cotisation MGEN éventuelle

- Cotisation(s) retraite (a) :

➤ **titulaires et stagiaires :**

la retenue pour pension civile est de 7,85 % du TB.

➤ **non titulaires :**

. assurance vieillesse du régime général de la Sécurité sociale : 6,55 % de la part de la rémunération inférieure au plafond Sécurité sociale

- . retraite complémentaire de l'IRCANTEC depuis le 01.01.92 :
 - 2,25 % de la part de la rémunération inférieure au plafond Sécurité sociale,
 - 5,95 % de la part de la rémunération excédant le plafond Sécurité sociale.

- Cotisation(s) Sécurité sociale à compter du 01.01.98 :

➤ **non titulaires :**

- . assurance maladie : 0,75 % de la totalité des rémunérations,
 - . assurance veuvage : supprimé.
- Depuis le 01.07.2004, la cotisation vieillesse de 0,10 % est déplafonnée et porte sur la totalité des rémunérations. Pour les départements du Haut-Rhin, du Bas Rhin et de la Moselle, le taux de la cotisation maladie est majoré de 1,70 %, soit un taux égal à 2,45 % au lieu de 0,75 %.

- Contribution exceptionnelle de solidarité (b) :

instaurée depuis le 04.11.82 (*agents de l'Etat titulaires et non-titulaires*) : 1 % de la rémunération nette totale (à l'exclusion des remboursements de frais professionnels, mais y compris la cotisation volontaire à la MGEN).

En application de l'art. 30 de la Loi de Finances rectificative pour 1997, la valeur mensuelle du seuil d'assujettissement à la CES en faveur des travailleurs privés d'emploi s'établit désormais par référence à l'indice brut 296 (INM 288) de la fonction publique, soit la somme de 1 295,50 € au 01.07.2006.

Le montant de la contribution versée est déduit du montant brut des traitements servant de base pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu. L'assiette est limitée à quatre fois le plafond de la Sécurité sociale.

- Contribution sociale généralisée (CSG) (c) :

instaurée depuis le 01.02.91 :

➤ **personnels en activité :**

. 7,5 % des revenus bruts après déduction d'un abattement forfaitaire de 3 % depuis le 01.02.2005,

. les revenus bruts comprennent TB, IR, SFT, indemnités éventuelles.

N'en sont exclues que les prestations familiales et les remboursements de frais.

➤ **retraités :**

. 6,60 % de la totalité de la pension brute (sans abattement ni remise forfaitaire).

- Remboursement de la dette sociale (RDS) (d) :

instaurée depuis le 01.02.96

➤ **personnels en activité :**

0,5 % des revenus bruts après déduction d'un abattement forfaitaire de 3 % depuis le 01.01.2005.

➤ **retraités :** 0,5 % de la pension brute sans abattement.

- Supplément familial de traitement au 01.01.2004 :

	Éléments fixes	Éléments proportionnels
1 enfant	2,29 €	Néant
2 enfants	10,67 €	3 % du TBM
3 enfants	15,24 €	8 % du TBM
par enfant en plus	4,57 €	6 % du TBM

Attribué en plus des prestations familiales et à tous les fonctionnaires.

Voir modalités de répartition en cas de reconstitution familiale : circulaire FP7 1958 et 2B 99-692 du 09.08.99 RLR 210-2 et tous les détails dans « Perspectives » UNSEN-CGT, janv. 2002.

Intérêt légal : 2003 = 3,29% ; 2004 = 2,27 % ; 2005 = 2,05 %

- MGEN : 2,5 %, du traitement mensuel brut et indemnité de résidence, depuis le 01.01.2006

Cotisation minimale : 26,67 €

Cotisation maximale : 93,34 €

- Service à temps partiel : Décret 68-1108 du 09.12.1968

Quotités de service à temps partiel	50 %	60 %	70 %	80 %	90 %
Quotités de traitement correspondantes	50 %	60 %	70 %	85,70 %	91,40 %

Entre 80 et 90 %, demander le tableau complet des % de traitement.

Rétribution commune des 1^{er}/2nd degrés après intervention CGT.

3. Tableau des traitements au 1^{er} juillet 2006

INM	Indice brut	Traitement brut mensuel	Retenues		Indemnité de résidence *		Supplément familial de traitement**			Cotisation MGEN (2,6% sur TB et IR)		
			Retraite 7,85%	Zone 1 3%	Zone 2 1%	Deux enfants 10,67€ + 3%	Trois enfants 15,24€ + 8%	Enfant en plus 4,57€ + 6%	Zone 1	Zone 2	Zone 3	
276	274	1241,53	97,46	40,08	13,36	69,75	172,80	122,74	33,32	32,63	32,28	
285	302	1282,01	100,64	40,08	13,36	69,75	172,80	122,74	34,37	33,68	33,33	
296	306	1331,49	104,52	40,08	13,36	69,75	172,80	122,74	35,66	34,97	34,62	
320	340	1439,45	113,00	43,18	14,39	69,75	172,80	122,74	38,55	37,80	37,43	
338	366	1520,42	119,35	45,61	15,20	69,75	172,80	122,74	40,72	39,93	39,53	
340	368	1529,42	120,06	45,88	15,29	69,75	172,80	122,74	40,96	40,16	39,76	
348	379	1565,41	122,88	46,96	15,65	69,75	172,80	122,74	41,92	41,11	40,70	
356	390	1601,39	125,71	48,04	16,01	69,75	172,80	122,74	42,89	42,05	41,64	
358	394	1610,39	126,42	48,31	16,10	69,75	172,80	122,74	43,13	42,29	41,87	
359	396	1614,89	126,77	48,45	16,15	69,75	172,80	122,74	43,25	42,41	41,99	
365	405	1641,88	128,89	49,26	16,42	69,75	172,80	122,74	43,97	43,12	42,69	
372	420	1673,36	131,36	50,20	16,73	69,75	172,80	122,74	44,81	43,94	43,51	
375	423	1686,86	132,42	50,61	16,87	69,75	172,80	122,74	45,17	44,30	43,86	
378	428	1700,35	133,48	51,01	17,00	69,75	172,80	122,74	45,54	44,65	44,21	
382	434	1718,35	134,89	51,55	17,18	69,75	172,80	122,74	46,02	45,12	44,68	
389	443	1749,84	137,36	52,50	17,50	69,75	172,80	122,74	46,86	45,95	45,50	
393	449	1767,83	138,77	53,03	17,68	69,75	172,80	122,74	47,34	46,42	45,96	
394	450	1772,33	139,13	53,17	17,72	69,75	172,80	122,74	47,46	46,54	46,08	
398	456	1790,32	140,54	53,71	17,90	69,75	172,80	122,74	47,94	47,01	46,55	
399	457	1794,82	140,89	53,84	17,95	69,75	172,80	122,74	48,07	47,13	46,67	
414	477	1862,29	146,19	55,87	18,62	69,75	172,80	122,74	49,87	48,90	48,42	
415	479	1866,79	146,54	56,00	18,67	69,75	172,80	122,74	49,99	49,02	48,54	
419	485	1884,78	147,96	56,54	18,85	69,75	172,80	122,74	50,47	49,49	49,00	
420	487	1889,28	148,31	56,68	18,89	69,75	172,80	122,74	50,59	49,61	49,12	
433	503	1947,76	152,90	58,43	19,48	69,75	172,80	122,74	52,16	51,15	50,64	
435	506	1956,76	153,61	58,70	19,57	69,75	172,80	122,74	52,40	51,38	50,88	
438	510	1970,25	154,66	59,11	19,70	69,75	172,80	122,74	52,76	51,74	51,23	
440	513	1979,25	155,37	59,38	19,79	69,75	172,80	122,74	53,00	51,98	51,46	
441	514	1983,75	155,72	59,51	19,84	69,75	172,80	122,74	53,12	52,09	51,58	
456	536	2051,22	161,02	61,54	20,51	72,21	179,34	127,64	54,93	53,87	53,33	
457	539	2055,72	161,37	61,67	20,56	72,34	179,70	127,91	55,05	53,98	53,45	
466	549	2096,20	164,55	62,89	20,96	73,56	182,94	130,34	56,14	55,05	54,50	
468	552	2105,20	165,26	63,16	21,05	73,83	183,66	130,88	56,38	55,28	54,74	
477	564	2145,69	168,44	64,37	21,46	75,04	186,89	133,31	57,46	56,35	55,79	
480	568	2159,18	169,50	64,78	21,59	75,45	187,97	134,12	57,82	56,70	56,14	
481	570	2163,68	169,85	64,91	21,64	75,58	188,33	134,39	57,94	56,82	56,26	
494	586	2222,16	174,44	66,66	22,22	77,33	193,01	137,90	59,51	58,35	57,78	
499	593	2244,65	176,20	67,34	22,45	78,01	194,81	139,25	60,11	58,94	58,36	
509	607	2289,63	179,74	68,69	22,90	79,36	198,41	141,95	61,32	60,13	59,53	
510	608	2294,13	180,09	68,82	22,94	79,49	198,77	142,22	61,44	60,24	59,65	
514	613	2312,12	181,50	69,36	23,12	80,03	200,21	143,30	61,92	60,72	60,12	
517	617	2325,62	182,56	69,77	23,26	80,44	201,29	144,11	62,28	61,07	60,47	
526	618	2366,10	185,74	70,98	23,66	81,65	204,53	146,54	63,36	62,13	61,52	
530	634	2384,09	187,15	71,52	23,84	82,19	205,97	147,62	63,85	62,61	61,99	
538	645	2420,08	189,98	72,60	24,20	83,27	208,85	149,77	64,81	63,55	62,92	
539	646	2424,58	190,33	72,74	24,25	83,41	209,21	150,04	64,93	63,67	63,04	
553	664	2487,56	195,27	74,63	24,88	85,30	214,24	153,82	66,62	65,32	64,68	
559	672	2514,55	197,39	75,44	25,15	86,11	216,40	155,44	67,34	66,03	65,38	
566	681	2546,03	199,86	76,38	25,46	87,05	218,92	157,33	68,18	66,86	66,20	
592	716	2662,99	209,04	79,89	26,63	90,56	228,28	164,35	71,31	69,93	69,24	
600	727	2698,98	211,87	80,97	26,99	91,64	231,16	166,51	72,28	70,88	70,17	
611	741	2748,46	215,75	82,45	27,48	93,12	235,12	169,48	73,60	72,17	71,46	
634	771	2851,92	223,88	85,56	28,52	96,23	243,39	175,69	76,37	74,89	74,15	
641	780	2883,40	226,35	86,50	28,83	97,17	245,91	177,57	77,22	75,72	74,97	
657	801	2955,38	232,00	88,66	29,55	99,33	251,67	181,89	79,15	77,61	76,84	
663	809	2982,37	234,12	89,47	29,82	100,14	253,83	183,51	79,87	78,32	77,54	
683	835	3072,33	241,18	92,17	30,72	102,84	261,03	188,91	82,28	80,68	79,88	
687	841	3090,33	242,59	92,71	30,90	103,38	262,47	189,99	82,76	81,15	80,35	
694	850	3121,81	245,06	93,65	31,22	104,32	264,99	191,88	83,60	81,98	81,17	
695	851	3126,31	245,42	93,79	31,26	104,46	265,35	192,15	83,72	82,10	81,28	
733	901	3297,25	258,83	98,92	32,97	105,10	267,06	193,44	88,30	86,59	85,73	
740	910	3328,74	261,31	99,86	33,29	105,10	267,06	193,44	89,14	87,41	86,55	
775	957	3486,18	273,66	104,59	34,86	105,10	267,06	193,44	93,36	91,55	90,64	
782	966	3517,66	276,14	105,53	35,18	105,10	267,06	193,44	94,20	92,37	91,46	
820	1 015	3688,60	289,56	110,66	36,89	105,10	267,06	193,44	96,06	96,86	95,90	

Point indiciaire 53,9795 €

* Valeur de l'indemnité de résidence zone 3 : 0

** SFT 1 enfant 2,29 €

4. Les indemnités et rémunérations supplémentaires

4.1.1 - Instituteurs spécialisés

Décret 83-50 du 26.01.83 modifié - RLR 204-0d
Rémunération d'instituteur plus bonification indiciaire unifiée de 15 pts majorés.

4.1.2 - Instituteurs spécialisés maîtres formateurs

Décret 91-122 du 24.01.91
Rémunération d'instituteur + les 15 pts d'instituteur spécialisé, + 26 pts, soit au total plus 41 pts.

4.1.3 - Professeurs des écoles, Instituteurs et Instituteurs spécialisés exerçant des fonctions de directeur d'école. RLR 204-0d

Bonifications indiciaires afférentes :

- Premier groupe : école à classe unique : plus 3 pts
- Deuxième groupe : école de 2 à 4 classes : plus 16 pts
- Troisième groupe : école de 5 à 9 classes : plus 30 pts
- Quatrième groupe : école de 10 classes et plus : plus 40 pts.

4.1.4 - Directeurs adjoints chargés de SES de collège

Bonification indiciaire en points majorés : plus 50 points.
Décret 81-487 du 08.05.1981.

4.1.5 - Directeurs d'EREA

Bonification indiciaire en points majorés : plus 120 points.

4.1.6 - Chefs d'établissement et adjoints

Bonification indiciaire en points majorés :
Décret 88-342 du 11.04.88 - RLR 204-00.
Suivant le classement de l'établissement :

Proviseur de Lycée Proviseur de Lycée Professionnel Principal de Collège Directeur d'Ecole Normale Directeur d'E.N.N.A Directeur de Centre de Formation Directeur de Centre National d'Etude et de Formation Directeur de Centre National de formation et de perfectionnement	Proviseur Adjoint de Lycée Proviseur Adjoint de Lycée Professionnel Principal Adjoint de Collège Directeur Adjoint d'Ecole Normale Directeur Adjoint d'E.N.N.A	
80 pts	1 ^{er} catégorie	50 pts
100 pts	2 ^e catégorie	55 pts
130 pts	3 ^e catégorie	70 pts
150 pts	4 ^e catégorie	80 pts

4.2 - Heures supplémentaires-années d'enseignement (HSA), heures supplémentaires effectives d'enseignement (HSE), et heures d'interrogation (H. INT.)

Décrets 50-1253 du 06.10.50 et 98-681 du 30.07.98
Valeur au 01.07.2006.

Attention : il faut affecter le coef. 120/100 au taux de la première HSA (art. 1 du décret 99-824 du 17.09.1999 – JO du 21.09.99)

Catégories (et codes EPP)	Remplac ¹ de courte durée	Code-taux DCP	ORS	HSA ⁽²⁾	HSE	H. INT. ⁽¹⁾
Professeurs de chaire supérieure (5501)	106,47 87,12	01 91	09 11	3 066,45 2 508,91	97,96 80,15	63,88 52,27
Agrégés hors-classe (5511)	57,00	03	15	1 641,56	52,44	-
Agrégés classe normale (5512) et assimilés	51,82	10	15	1 492,33	47,67	-
Bi-admissibles certifiés (5533) Bi-admissibles d'EPS (5313) Bi-admissibles PLP (5756)	} 37,92	13	18	1 092,05	34,88	-
Certifiés HC (5532) - PLP HC (5755)						
Professeurs d'EPS HC (5312)						
Certifiés classe normale (5531) PLP classe normale (5754)	39,85 35,86	78 79	18 20	1 147,58 1 032,83	36,66 32,99	- -
Prof. d'EPS classe normale (5311)	32,60	15	20	938,93	29,99	-
Adjoints d'enseignement (5671)	30,96	25	18	891,70	28,48	-
Chargés d'enseignement (5621)	30,10	28	18	866,79	27,69	-
PEGC Classe exceptionnelle et hors-classe	34,06	85	18	980,87	31,33	-
PEGC classe normale (5591)	30,96	38	18	891,70	28,48	-
MA 1 ^{er} catégorie (7761)	30,78	47	18	886,51	28,32	-
MA 2 ^e catégorie (7762)	27,61	54	18	795,16	25,40	-
MA 3 ^e catégorie (7763)	23,93	61	18	689,28	22,02	-
Contractuel 2 ^e catégorie	36,58	119	18	1 053,64	33,66	-
Contractuel 3 ^e catégorie	33,85	97	18	974,75	31,14	-

⁽¹⁾ Heures dites de « colle ». Elles sont rétribuées en fonction des classes dans lesquelles elles sont effectuées.

⁽²⁾ Leur taux annuel est déterminé en tenant compte d'un traitement moyen.

4.3 - Heures supplémentaires-années de surveillance et heures supplémentaires effectives de surveillance

Valeur au 01.07.2006

Catégories (et codes EPP)	Code-taux DCP	ORS	HSA	HSE	H. INT ⁽¹⁾
MI (7861) - SE (7871)	05	39	263,51	8,42	-

HSA : heures supplémentaires années

HSE : heures supplémentaires effectives

⁽¹⁾ heures dites « de colle »

NB : heures effectuées au titre des PAE = 2/3 du taux de l'heure de suppléance éventuelle.

4.4 - Rémunération de travaux supplémentaires effectués par les personnels enseignants du 1^{er} degré Décret 66-787 du 14.10.66 et Circulaire 94-1498 du 07.10.94

Code indemnité : 210	Instituteurs		Professeurs des Ecoles			
	code taux	taux horaire	Classe normale		Hors classe	
			code taux	taux horaire	code taux	taux horaire
Service d'enseignement	03	16,76	08	18,84	12	20,72
Service d'enseignement en français en faveur d'enfants non francophones	03	16,76	08	18,84	12	20,72
Service de surveillance	05	10,05	09	11,30	13	12,43
Cours professés dans les établissements pénitentiaires	01	19,27	07	21,66	11	23,83
Service d'enseignement effectué par des instituteurs spécialisés : SES	02	18,43				
Service de surveillance effectué par des instituteurs spécialisés : SES	04	11,06				
Heures de soutien aux élèves des écoles élémentaires (notamment ZEP)	06	23,46	10	26,37	14	29,01

4.5 – Rémunération des personnels enseignants remplissant les fonctions de chef des travaux et assurant le fonctionnement des cours de perfectionnement conduisant à la promotion sociale Décret 68-536 du 23.05.68

Code indemnité : 0507

Valeur au 01.07.2006

Nature de l'enseignement	Niveaux	Assimilation	Code Taux	Taux horaire
Général ou Technique Théorique	IV a - IV b	Professeur certifié - Professeur de lycée professionnel	002	41,66 €
	IV c	Professeur certifié – Professeur de lycée professionnel	003	62,49 €

4.6 - Rémunération des personnels enseignants assurant l'exécution des conventions portant création d'un CFA
 Décret 79-916 du 17.10.79 - Arrêté du 20.06.2000 - JO du 18.07.2000

Code indemnité : 0507
 Valeur au 01.07.2006

Nature de l'enseignement	Niveaux	Code Taux	Taux horaire
Général	VI - V	008	35,39 €
ou	IV	009	41,49 €
Technique	III	010	52,73 €

4.7 - Rémunération des personnels participant aux activités de formation continue des adultes
 Décret 93-438 du 24.03.93 - Arrêté du 24.03.93

Code indemnité : 453
 Valeur au 01.07.2006

Niveaux	Taux de rémunération de l'heure effective					
	Taux de base		Taux de base majoré de 25 % (article 4 du décret)		Taux de base majoré de 50 % (article 5 du décret)	
	codes taux	montant	codes taux	montant	codes taux	montant
VI et V	01	25,49	06	31,85	11	38,23
IV	02	30,76	07	38,45	12	46,14
III	03	42,20	08	52,74	13	63,29
II	04	54,49	09	68,11	14	81,73
I	05	73,83	10	92,28	15	110,74



Indemnité pour charges particulières attribuée à certains personnels enseignants qui accomplissent tout ou partie de leur service en formation continue des adultes Code indemnité : 0452	Montant moyen annuel : 701,46 €
Indemnité de sujétions d'exercice attribuée aux personnels enseignants qui accomplissent tout ou partie de leur service en formation continue des adultes Code indemnité : 0451	Montant annuel : 878,52 €
Montant maximum de l'indemnité attribuée aux chefs d'établissement qui participent aux activités de formation continue des adultes	Montant annuel maximum : 11 424,77 €

4.8 - Rétribution de diverses actions dans le second degré

Actions	Catégories de bénéficiaires	Références réglementaires Des modes de rétribution	Modalités de paiement
Actions pédagogiques dans le 2 nd degré au titre des PAE	. Personnels enseignants du 2 nd degré	. Heures à taux spécifiques Taux 2/3 de l'HSE, soit pour un certifié à 18 h : <u>22,22 €</u> (au 01.07.2006) Décret 50-1253 du 06.10.50 modifié Décret 64-852 du 13.08.64 – RLR 212-4	Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable
Actions pédagogiques dans le 2 nd degré au titre des FAI	. Personnels enseignants du 2 nd degré . Intervenants extérieurs	. Heures supplémentaires Taux de l'HSE, soit pour un certifié à 18 h : <u>33,33 €</u> (au 01.07.2006) Décret 50-1253 du 06.10.50 modifié . Vacation : 75 % du taux de la vacation du groupe II du titre I du décret de 1956, soit : <u>29,94 €</u> (au 01.07.2006) Décret 56-585 du 12.06.56 modifié Circulaire DGF 5/n° 91-13 du 22.02.91	Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable
Actions pédagogiques dans le 2 nd degré au titre des ZEP	. Personnels enseignants du 2 nd degré . Intervenants extérieurs	. Heures supplémentaires Taux de l'HSE, soit pour un certifié à 18 h : <u>33,33 €</u> (au 01.07.2006) Décret 50-1253 du 06.10.50 modifié . Vacation : 75 % du taux de la vacation du groupe II du titre I du décret de 1956, soit : <u>29,94 €</u> (au 01.07.2006) Décret 56-585 du 12.06.56 modifié Circulaire DGF 5/n° 91-13 du 22.02.91	Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable
Actions pédagogiques dans le 2 nd degré au titre des actions d'animation dans les lycées	. Intervenants extérieurs . Eventuellement, certaines catégories de personnels de l'EN, notamment : personnels de documentation et d'administration	. Vacation à taux spécifique : <u>15,24 €</u> brut arrêté du 10.07.91 Circulaire DLC/DGF 91-772 du 09.01.91 Circulaire DLC/DGF 93-757 du 21.06.93	Mandatement par les agents comptables ou Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable
Activités péri-éducatives	. Personnels enseignants . Personnels d'éducation . Personnels de documentation	. Vacation à taux spécifique : <u>22,85 €</u> (au 01.07.2006) Décret 90-807 du 11.09.90 Arrêté du 11.09.90 – RLR 212-4	Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable
Actions « Ecole ouverte »	. Fonctionnaires . Non fonctionnaires	. Vacation : <u>26,99 €</u> brut (au 01.07.2006) Dispositif interministériel conventionnel (fonds provenant de diverses institutions telles que CDC, FAS,...) référence du taux de la vacation : Décret 92-820 du 19.08.92	Mandatement par les agents comptables de l'établissement support
Recrutement, pour la formation initiale, d'agents vacataires temporaires	. Non fonctionnaires	. Vacation horaire : <u>34,30 €</u> (au 01.09.89) Décret 89-497 du 12.07.89 – Arrêté du 03.10.89 Circulaire 89-320 du 18.10.89	
Etudes dirigées (nouveau contrat pour l'école) (nouveau dispositif de rémunération à compter du 01.09.95)	. Personnels enseignants du 2 nd degré . Autres intervenants tels qu'intervenants extérieurs, personnels de surveillance, de documentation, d'éducation, d'administration	. Heures supplémentaires Taux de l'HSE, soit pour un certifié à 18 h : <u>33,33 €</u> (au 01.07.2006) Décret 96-80 et arrêté du 30.01.96 – JO du 02.02.96 Circulaire 95-285 du 21.12.95 – BO n° 1 du 04.01.96 . Vacation : <u>15,73 €</u> (au 01.07.2006) Décret 96-80 et arrêté du 30.01.96 – JO du 02.02.96 Circulaire 95-285 du 21.12.95 – BO n° 1 du 04.01.96	Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable
Etudes encadrées (nouveau contrat pour l'école)	. Personnels enseignants du 2 nd degré . Autres intervenants tels qu'intervenants extérieurs, personnels de surveillance, de documentation, d'éducation, d'administration	. Heures supplémentaires à taux spécifiques Taux de l'HTS, soit pour un certifié à 18 h : <u>22,22 €</u> (au 01.07.2006) Décret 64-852 du 13.08.64 . Vacation : <u>15,73 €</u> (au 01.07.2006) Décret 96-80 et arrêté du 30.01.96 – JO du 02.02.96 Circulaire 95-285 du 21.12.95 – BO n° 1 du 04.01.96	Paiement dans la paie sans ordonnancement préalable

4.9 - Indemnités de chefs d'établissement
Décret 2002-47 du 09.01.2002 - Arrêté du 09.01.2002 (RLR 211-2)

Indemnité de sujétions spéciales <i>Effet au 01.07.2006</i> Code indemnité : 0433		Taux annuel					
		Codes taux	Etablissement ou unité 1 ^e 2 ^e 3 ^e cat.	Codes taux	Etablissement ou unité 4 ^e cat.	Codes taux	Etablissement 4 ^e cat. exceptionnelle
Paragraphe a	Proviseur et Proviseur adjoint de lycée	07	2 798,64 €	11	3 448,32 €	14	4 755,48 €
Paragraphe b	Directeur d'une unité pédagogique régionale des services pénitentiaires	08	2 798,64 €	12	3 448,32 €		
Paragraphe c	Proviseur et proviseur adjoint de lycée professionnel principal et principal adjoint de collège	09	2 798,64 €	13	2 798,64 €		
Paragraphe d	Directeur d'établissement régional d'enseignement adapté, directeur d'école régionale du premier degré, directeur adjoint chargé d'une section d'enseignement général et professionnel adapté de collège	10	2 798,64 €				

Indemnité de responsabilité de direction d'établissement <i>Effet au 01.07.2006</i> Code indemnité : 0110		Taux annuel					
		Codes taux	Etablissement ou unité 1 ^e 2 ^e 3 ^e cat.	Codes taux	Etablissement ou unité 4 ^e cat.	Codes taux	Etablissement 4 ^e cat. exceptionnelle
Paragraphe a	Proviseur de Lycée	05	1 091,76 €	9	1 122,72 €	14	2 026,20 €
Paragraphe b	Directeur d'une unité pédagogique régionale des services pénitentiaires	06	1 091,76 €	10	1 122,72 €		
Paragraphe c	Proviseur de lycée professionnel, principal de collège	07	1 091,76 €	11	1 091,76 €		
Paragraphe d	Directeur d'établissement régional d'enseignement adapté, directeur d'école régionale du premier degré,	08	1 091,76 €				

4.10 - Indemnité de suivi et d'orientation des élèves - Décret 93-55 du 15.01.93

Part fixe Code indemnité : 0364 (ou 462 aux stagiaires IUFM) Effet au 01.07.2006			1 164,84 €
Part modulable (professeurs principaux) Code indemnité : 430	Codes taux		
	01	. divisions de 6 ^e , 5 ^e , 4 ^e des collèges et LP	1 195,80 €
	02	. divisions de 3 ^e des collèges et des LP	1 368,84 €
	03	. divisions de 1 ^e année de BEP-CAP des LP	1 368,84 €
	04	. divisions de 2 ^e de lycée d'ens. général et technique	1 368,84 €
	05	. divisions de 1 ^e et de terminale des lycées d'ens. général et technique et autres divisions des LP	869,88 €

4.11 – Indemnité de suivi des apprentis – Décret 99-703 du 3.08.99

Code indemnité : 0582 Effet au 01.07.2006 Indemnité de suivi attribuée aux personnels enseignants du second degré	Taux annuel 1 164,84 €
---	--------------------------------------

4.12 - Indemnité de professeur principal - Décret 71-884 du 02.11.71

Professeurs agrégés exerçant dans une division qui ouvrait droit à cette indemnité Code indemnité : 209	(Taux fixe et non revalorisable tant que ce taux demeurera supérieur au taux de la part modulable) 1 609,44 €
--	--

4.13 - Indemnités diverses

Code indemnité : 212

Indemnité aux conseillers pédagogiques Décret 71-634 du 28.07.71 et Décret du 08.03.78 Effet au 01.07.2006	Taux de base par semaine, par stagiaire pour forfait de 16 semaines (a)	47,90 €
---	---	---------

(a) plus 10 points de NBI pendant l'année scolaire.

Indemnité allouée aux personnels enseignants et d'éducation affectés dans les collèges, les lycées et les LP, et chargés du tutorat de professeurs stagiaires qui ne sont pas affectés dans un IUFM – Décret 93-69 du 14.01.93 Code taux : 01 Effet au 01.07.2006	47,90 €
--	---------

Indemnité aux personnels enseignants et d'éducation assurant le suivi des stagiaires IUFM Décret 92-216 du 09.03.92 (réf. RLR 212-4) Effet au 01.07.2006	Codes taux		
	01	Stage en responsabilité	47,90 €
	06	Stage de pratique accompagnée	55,35 €

Indemnité de responsabilité en faveur des personnels enseignants exerçant les fonctions de professeur chef de travaux Décret 91-1259 du 17.12.91 Arrêté du 01.03.2000 - JO du 14.03.2000 Code indemnité : 230 A/c du 01.02.2005		Responsabilité effective de sections comportant :		
		Plus de 1 000 élèves	de 400 à 1000 élèves code taux : 02	moins de 400 élèves code taux : 03
	Taux annuel	3 963,00 €	3 140,00 €	2 317,00 €

Indemnité de sujétion spéciale aux personnels exerçant les fonctions de conseiller en formation continue (pour les personnels nommés dans les fonctions de CFC avant 1982, se référer à la circulaire 82-40 - Décret 90-165 du 20.02.90) Code indemnité : 323 Effet au 01.07.2006	Montant Annuel 7 290,72 €
--	----------------------------------

	<i>Effet au 01.07.2006</i>
Indemnité spéciale aux instituteurs et professeurs d'écoles affectés dans les EREA et les établissements régionaux du 1 ^{er} degré, aux directeurs adjoints des SEGPA et aux instituteurs et professeurs d'écoles affectés au CNED Code indemnité : 147	1 514,16 €
Indemnité de sujétions spéciales ZEP Code indemnité : 403	1 122,60 €
Indemnité de fonctions particulières à certains professeurs des écoles Code indemnité : 408	810,24 €
Indemnité de sujétions particulières aux directeurs de CIO, conseillers d'orientation et personnels exerçant des fonctions de documentation ou d'information Code indemnité : 413	566,22 €
Indemnité forfaitaire aux conseillers principaux et conseillers d'éducation Code indemnité : 414	1 072,68 €
Indemnité de fonctions particulières allouée aux personnels enseignants des classes préparatoires aux grandes écoles Code indemnité : 597	1 021,44 €
Indemnité de fonctions aux instituteurs et professeurs des écoles maîtres formateurs Code indemnité : 0650	604,32 €

4.14 - Indemnité de sujétions spéciales de remplacement aux personnels assurant des remplacements dans le 1^{er} et le 2nd degré - Décret 89-825 du 09.11.89 modifié – Arrêté du 13.09.91 – RLR 216-4

Code indemnité : 702 - Date d'effet 01.09.91

A. Personnels rattachés aux brigades départementales – Personnels enseignants titulaires exerçant dans le 2nd degré

Distance entre l'école ou l'établissement de rattachement et l'école ou l'établissement où s'effectue le remplacement	Codes taux	% du taux moyen de l'indemnité	Taux de l'indemnité journalière de remplacement au 01.07.2006 Taux moyen : 27,81 €
Moins de 10 km	01 ou 02 (*)	50 %	14,77 €
De 10 à 19 km	03 ou 04 (*)	67 %	19,21 €
De 20 à 29 km	05 ou 06 (*)	84 %	23,68 €
De 30 à 39 km	07 ou 08 (*)	100 %	27,81 €
De 40 à 49 km	09 ou 10 (*)	120 %	33,02 €
De 50 à 59 km	17	140 %	38,28 €
De 60 à 80 km	18	160 %	43,84 €
De 81 à 100 km	19	+ 20 %	50,39 €
De 101 à 120 km	20	+ 20 %	56,94 €
De 121 à 140 km	21	+ 20 %	63,49 €
De 141 à 160 km	22	+ 20 %	70,04 €
De 161 à 180 km	23	+ 20 %	76,59 €

B. Personnels rattachés aux zones d'interventions localisées ⁽¹⁾

Distance entre l'école ou l'établissement de rattachement et l'école ou l'établissement où s'effectue le remplacement	Codes taux	% du taux moyen de l'indemnité	Taux de l'indemnité journalière de remplacement au 01.07.2006 Taux moyen : 19,21 €
Moins de 10 km	11 ou 12 (*)	75 %	14,77 €
De 10 à 19 km	13 ou 14 (*)	100 %	19,21 €
20 km et plus	15 ou 16 (*)	125 %	23,68 €

(*) La codification en double correspond à l'ancienne distinction entre les taux applicables au premier mois de remplacement et aux mois suivants (article 3 du décret 77-87 du 26.01.77 qui a été abrogée par le décret 89-825 du 09.11.89). Toutefois, cette codification demeure toujours en vigueur, même si elle renvoie à des taux uniques (cf. note DGF 5 n° 93-0137 du 10.02.93).

1. En cas d'intervention dans une école située à 30 km ou plus de son école de rattachement, l'indemnité est versée au taux prévu pour les instituteurs rattachés aux brigades départementales.

Attention : l'indemnité est due pour tous les jours de la semaine (y compris mercredi, samedi et dimanche) durant toute la période du remplacement. L'administration tente de nommer les personnels à « l'année » pour éviter le versement de l'ISSR et par la suite fait tout pour éviter d'assurer le remplacement des absences des personnels.

4.15 - Indemnités pour enseignement donné au titre de la préparation aux différents concours ou examens de la fonction publique - Décret n° 56-585 du 12.06.56

Ces indemnités ne peuvent excéder un taux unitaire fixé conformément aux dispositions du tableau ci-après en 1/10 000^e du traitement annuel afférent à l'indice brut 585 – majoré 493.

Groupes	I		I bis		II		III	IV	V
	Indemnité		Indemnité		Indemnité		Indemnité		
	par heure	par copie	par heure	par copie	par heure	par copie	par heure	par copie	
Bénéficiaires Préparation à des concours ou examens donnant accès, soit à des écoles ou cycles d'enseignement classés dans les groupes prévus à l'article 3 du décret du 12.06.56, soit à des emplois exigeant un niveau de connaissance équivalent.									
1. Enseignement	65,35 25/10 000 ^e		44,44 17/10 000 ^e		26,14 10/10 000 ^e		18,30 7/10 000 ^e		
2. Corrections de devoirs (% de l'indemnité d'enseignement)		5,23 8 %		3,55 8 %		2,09 8 %			1,56 8,50 %
Enseignement par correspondance									
1. Rédaction d'un cours de 600 mots	19,60 7,5/10 000 ^e							14,38 5,5/10 000 ^e	
2. Rédactions de plans d'études ou de tableaux synoptiques par page de 600 mots	9,15 3,5/10 000 ^e							6,53 2,5/10 000 ^e	

Nota : les calculs afférents à certains cas particuliers sont à effectuer compte tenu des dispositions spéciales prévues par les textes réglementaires.

4.16 - Prime spéciale d'installation

Prime instaurée en 1967.

Décret 89-259 du 24.04.89 – Décret 92-97 du 24.01.92

- **Bénéficiaires** : la prime n'est versée qu'aux agents nommés dans un grade dont l'indice afférent au 1^{er} échelon est, au jour de la titularisation des intéressés, inférieur à l'indice brut 415 (soit indice nouveau majoré 368). Tous les personnels enseignants et d'éducation remplissent cette condition à l'exception des agrégés.
- **Zones d'application** : communauté urbaine de Lille et communes de la région Ile de France.
- **Montant** : il est égal à la somme du traitement brut mensuel et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 500 (indice nouveau majoré de 430 soit 1 899,80 euros en zone 2).

4.17 - Indemnisation des frais de déplacement

Décret 2000-928 du 22.09.2000 – Encart BO n° 38 du 26.10.2000 – (Revendications CGT en 7-3 de ce dossier)

a) **Transport** : pour les personnels d'enseignement et d'orientation base tarif SNCF 2^e classe.

règle générale : le déplacement se calcule à partir de la résidence administrative.

b) **Indemnités forfaitaires** :

Indemnités	PARIS	PROVINCE
indemnité de repas	13,70 €	13,70 €
indemnité de nuitée	53,40 €	38,10 €
indemnité journalière	80,80 €	65,50 €

c) **Concours ou examens professionnels organisés par l'administration** :

Les frais sont pris en charge. Ne pas oublier d'en faire la demande.

d) **Indemnité de changement de résidence** :

conditions générales (pour les cas particuliers téléphoner au syndicat)

- 3 ans dans un poste lors d'une première demande de mutation,
- ou 5 ans dans le poste précédent si l'on a déjà été muté.

L'indemnisation est forfaitaire et fonction de la distance et de la situation de famille (célibataire, couples, enfants).

La formule de calcul est différente pour un changement en France métropolitaine ou vers les DOM.

4.18 - NBI (nouvelle bonification indiciaire)

Décret 91-1229 du 6.12.91 - RLR 211-6 – Arrêté du 6.12.1991 - Instruction n° 92-019 du 29.01.92

Décret 93-378 du 17 mars 1993 – Arrêté du 17 mars 1993 – Circulaire 93-265 du 19 août 1993 (1^{er} degré).

Un tableau des fonctions relevant de la NBI figure au RLR.

Règles de la NBI :

« La NBI est strictement attachée à l'exercice effectif des fonctions et cesse d'être versée lorsque ces fonctions ne sont plus exercées ... »

Dispositions particulières découlant de régime de retraite :

« Comme le prévoit l'article 27 de la loi du 18 janvier 1991, la NBI est prise en compte pour le calcul de la pension de retraite. Les fonctionnaires ayant perçu cette bonification auront droit à un « supplément de retraite » ⁽¹⁾ calculé au prorata de sa durée de perception, s'ajoutant à la pension liquidée en application des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite. Le taux de cotisation applicable est le taux de droit commun, soit actuellement 7,85% ».

5. Les prestations familiales

Depuis le 01.07.2005, le paiement des prestations familiales est transféré aux Caisses d'Allocations Familiales (cf pt 6.11, p. 18).

Article L. 511 du Code de la Sécurité sociale – Loi n° 86-1307 du 29.12.86

• Les prestations familiales comprennent :

- . l'allocation de rentrée scolaire
- . les allocations familiales
- . l'allocation parentale d'éducation
- . l'allocation de parent isolé
- . l'allocation d'éducation spéciale
- . l'allocation de soutien familial
- . l'allocation d'adoption
- . l'allocation pour jeune enfant
- . le complément familial famille nombreuse
- . l'allocation de présence parentale

- Base mensuelle de calcul des allocations familiales : 367,87 euros

(Effet au 01.07.2006)

5.1 - Allocation de rentrée scolaire (avec condition de ressources)

Nombre d'enfants	Plafond d'exclusion (à comparer au revenu net imposable 2004)	Montant de l'allocation Rentrée 2006
	base : 13 307 € (+ 30% par enfant à charge)	73,22 % 269,35 € (avant prélèvement CRDS) Décret 2001-719 du 31.07.2001 - JO du 04.08.2001
1	17 299 €	L'article 61 de la loi de financement de la Sécu pour 2002 a prévu
2	21 291 €	la mise en place d'une ARS différentielle dont les modalités ont été
3	25 283 €	fixées par les décrets 2002-1059 et 1060 du 07.08.02 (JO du
par enfant en plus	3 992 €	08.08.02).

5.2 - Allocations familiales (01.01.2005)

. Montant mensuel après CRDS

. La condition de ressources pour percevoir les allocations familiales est supprimée par l'article 18 de la loi 98-1194 du 23.12.98 (art. L521-1 du code de la Sécurité sociale)

Taux mensuel :			Majorations ⁽¹⁾ :		
. 2 enfants :	32 %	117,72 €	. plus de 11 ans :	9 %	33,11 €
. 3 enfants :	73 %	268,55 €	. plus de 16 ans :	16 %	58,86 €
. 4 enfants :	114 %	419,37 €			
. 5 enfants	155 %	570,20 €			
. chaque enfant en plus	41 %	150,83 €			
. allocation forfaitaire	20,234%	74,43 € *			

⁽¹⁾ A l'exception du plus âgé dans les familles de moins de 3 enfants.

* Depuis le 01.07.2003, une allocation forfaitaire par enfant est versée, pendant un an, aux familles de 3 enfants et plus, si un ou plusieurs d'entre eux atteignent l'âge de 20 ans.

5.3 - Allocation parentale d'éducation

(sans condition de ressources)

. cas cessation d'activité :	524,47 €
. cas d'activité à temps partiel :	
- au plus égale à 50 % :	346,79 €
- entre 50 et 80 % :	262,25 €

5.4 - Allocation de parent isolé :

(avec condition de ressources)

. Parents : (150 %)	551,81 €
. Enfant : (50 %)	183,54 €

5.5 - Allocation d'éducation spéciale

(sans condition de ressources)

. allocation de base : (32 %)	117,72 €
. complément 1 ^e cat. : (24 %)	88,29 €
. complément 2 ^e cat. : (65 %)	239,12 €
. complément 3 ^e cat. : (92 %)	338,44 €
. complément 4 ^e cat. : (142,57 %)	524,47 €
. complément 5 ^e cat. : (182,21 %)	670,30 €
. complément 6 ^e catégorie = majoration pour tierce personne :	982,15 €

5.6 - Allocation de soutien familial

(sans condition de ressources)

Taux plein : (30 %)	110,36 €
Taux partiel : (22,50 %)	82,77 €

5.7 - Allocation d'adoption

Loi 94-629 du 25.07.94 et décrets 95-165 et 95-180 du 16.02.95.

Date d'effet : 1^{er} janvier 1995 (enfants arrivés au foyer à/c de cette date).

Taux : (45,95 %) 169,04 €

La loi 96-604 du 05.07.96 (art. 49) a soumis, au 01.08.1996, l'attribution de cette allocation aux mêmes conditions de ressources que celles de l'APJE.

5.8 - Allocation pour jeune enfant

(avec condition de ressources)

Taux mensuel : 169,04 € depuis le 01.01.2006

Loi n° 86-1307 du 29.12.86 et décret n° 87-206 du 27.03.87

A.P.J.E. courte : versement aux familles remplissant les conditions de ressources du 4^e mois de grossesse jusqu'au 3^e mois de l'enfant.

A.P.J.E. longue : versement aux familles remplissant les conditions de ressources du 4^e mois de grossesse aux 3 ans de l'enfant.

5.9 - Complément familial famille nombreuse

(avec condition de ressources)

Lois 85-17 du 04.01.85 et 86-1307 du 29.12.86

Taux mensuel : 153,22 € depuis le 01.01.2006

Il est attribué aux ménages ou personnes ayant à charge au moins 3 enfants tous âgés de 3 ans et plus.

5.10 - Allocation de présence parentale

Loi 2000-1257 du 23.12.2000, décrets 2001-105, 2001-106 du 05.02.2001 et 2002-373 du 19.03.2002.

Tout salarié ayant droit à un congé de présence parentale ou à un travail à temps partiel en cas de maladie, d'accident ou de handicap grave d'un enfant à charge, a droit à une allocation.

Date d'effet 01.04.2002

Taux	Vous vivez en couple	Vous vivez seul(e)
Plein	860,85 €	1 022,27 €
partiel 50 %	430,44 €	538,05 €
partiel de 50 % à 80 %	262,25 €	346,79 €

5.11 - Allocation soutien familial

Taux plein :	30,00 %	110,36 €
Taux partiel :	22,50 %	82,77 €

6. – A savoir

6.1 – Droit au salaire et retard de paiement

(Circulaire 93-202 du 5 mai 1993 : intérêt de retard RLR 332-0 d)

L'employeur (privé ou public) qui paye les salaires avec retard est passible de sanctions pénales.

Dans le cas de retard dans le paiement de salaires ou indemnités, il est conseillé d'adresser au recteur ou à l'inspecteur d'académie (2^e ou 1^{er} degré) une lettre (modèle ci-dessous) sous « pli recommandé avec accusé de réception ».

Nom, prénom
Etablissement d'exercice A le
Discipline.....
Adresse.....

M./Mme.....,

Vous ne m'avez pas payé les salaires et indemnités ci-après..... qui me sont dus depuis le.....

Je vous demande de bien vouloir me les régler sans délai, et vous prie de considérer la présente, conformément à la jurisprudence, comme une sommation de payer, faisant courir les intérêts légaux ⁽¹⁾

Veillez agréer, M/Mme....., mes salutations distinguées

Signature :

6.2 - Avancement et arrêté de promotion intervenant avec retard / Intérêts sur rappel de traitement

Personnels – avancement : C.E. 04.02.2000 n° 18340

"Le Conseil d'Etat a estimé qu'au cas où l'arrêté portant promotion d'un agent public à l'ancienneté intervient avec retard, les intérêts sur les rappels de traitement courent à compter de la demande de règlement, qui peut être antérieure à la notification de l'arrêté de promotion.

Le 2^e alinéa du II-3° de la circulaire 93-202 du 5 mai 1993 prévoyait que jusqu'à la notification de cet arrêté il n'y avait pas de droit certain à la créance principale, a donc méconnu les dispositions de l'article 1153 du Code civil relatives à la détermination des intérêts."

6.3 - Frais de déplacement

Décret 2000-928 du 22.09.2000

La CGT se bat avec l'UGFF au niveau de la Fonction publique pour la prise en compte des frais de déplacement.

Nous revendiquons notamment :

- . l'alignement du montant des indemnités kilométriques sur le barème fiscal,
- . le déplaçonnement des avances,
- . la suppression des abattements par nuitées et des justificatifs à fournir en plus de la convocation,
- . la révision de la notion de "résidence administrative" unique pour la région parisienne,
- . la transparence, la disparition des retards de paiement,...
- . l'UNSEN appelle les personnels à la vigilance et au refus collectif de tous les déplacements non remboursés.

6.4 - Le paiement des heures supplémentaires à condition qu'elles aient été autorisées

Obligations de service - Heures supplémentaires - Absence d'autorisation TA. Fort-de-France, 16.11.1999, Mme SERRE, n°9603278

Aux termes de l'article 4 du décret 80-627 du 04.08.1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive : "Les professeurs d'éducation physique et sportive participent aux activités d'éducation, principalement en assurant l'enseignement de leur discipline dans les établissements du second degré, dans les établissements d'enseignement supérieur et dans les établissements de formation du ministère de l'Éducation et du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. Ils peuvent exercer une mission de conseiller auprès des maîtres de l'enseignement du 2nd degré. Ils participent à la formation, l'entraînement et l'animation sportifs."

Est rejetée la requête d'un professeur d'éducation physique et sportive tendant, d'une part, à obtenir l'annulation de la décision en date du 01.03.1996 par laquelle le recteur de l'académie des Antilles-Guyane a refusé de lui accorder trois heures d'enseignement consacrées à l'animation des activités de l'association sportive, d'autre part, à condamner l'État à lui payer une somme représentative de deux heures de service hebdomadaires effectuées au cours de l'année scolaire 1995-1996 en plus de ses obligations de service.

Le tribunal a rappelé qu'il appartient au chef d'établissement de répartir les heures en question comme il l'entend entre les agents, et que la requérante qui avait effectué sans aucune autorisation ses heures supplémentaires ne saurait être regardée comme pouvant justifier sa demande par une autorisation implicite.

6.5 - Les mutuelles et la réforme de la protection sociale

Ou comment opposer actifs et retraités pour mieux faire passer encore les réformes libérales concernant la protection sociale.

Le taux de cotisation de la MGEN pour les actifs passe, cette année, de 2,6 à 2,5 % du traitement mensuel brut et indemnités.

Pour les retraités, la cotisation portée à 2,9 % en 2005 reste !

Elle traduit bien les reculs de la solidarité inter-génération, puisque la cotisation était moins chère pour les retraités que pour les actifs. D'autre part, le nouveau mode de calcul des cotisations pour les retraités, mis en place au 1^{er} janvier 2004 par la MGEN, aggrave encore la situation puisqu'elle exclut de la gratuité la prise en charge des conjoints ou enfants ayants droit sans activité.

Il faut, pour comprendre cette évolution, rappeler les causes de cette augmentation : l'application du Code de la Mutualité amène désormais les mutuelles à gonfler leurs fonds de réserve et à séparer leurs autres activités (action sociale, par exemple) dans des budgets distincts.

Les mesures gouvernementales (déremboursement de médicaments, augmentation du forfait hospitalier...) et le Plan Douste-Blazy induisent des charges supplémentaires pour les mutuelles.

A cela s'ajoutent des causes plus structurelles, liées à l'amélioration des soins, à l'allongement de l'espérance de vie et la montée des risques longs.

Pour faire face à cette augmentation des dépenses, les mutuelles font le choix de les repercuter sur les cotisations des salariés et des retraités.

Le président de la Mutualité Française, Jean-Pierre Davant, s'est prononcé avec la CFDT en 2004 pour une "amélioration

du Plan", par l'augmentation de la CSG qui est financée à 88 % par les salariés et les retraités et 12 % par le capital ! Plan qui ne résout en rien le problème de financement de la protection sociale.

Ces pressions sur les prélèvements devront bien avoir des limites, sous peine de voir le budget des familles s'effriter davantage et peser encore un peu plus sur la consommation des ménages.

La CGT fait d'autres propositions pour réformer le financement : arrêt des exonérations patronales, augmentation des cotisations patronales, élargissement de l'assiette à la valeur ajoutée, modulation des taux de cotisation en fonction de la structure de l'emploi dans l'entreprise, création d'un fonds de garantie des entreprises, soumission de toutes les rémunérations à cotisation, contribution des revenus financiers. Ces propositions doivent être portées à la connaissance des salariés et de la population pour peser sur le gouvernement.

Mais nous avons aussi à intervenir en direction de nos mutuelles pour qu'elles infléchissent cette politique.

Pour un couple de retraités par exemple, cela peut représenter jusqu'à 76 % d'augmentation depuis 2004.

A cette aggravation vertigineuse du coût de la protection sociale, cumulée avec « l'euro » à charge du patient pour chaque acte médical et le déremboursement massif des médicaments, voici ce que répond le service de la MGEN :

"... La contribution MGEN reste objectivement modérée par rapport au marché de l'assurance complémentaire santé..."

"En même temps, cela nous permet de minimiser l'augmentation du taux de base des cotisations appliqué au traitement des participants..."

"Solidarité ne peut plus être assimilée à gratuité..."

6.6 - Contre le démantèlement de la Mutualité Fonction publique Services (point réalisé à partir du « Flash UGFF » n°313)

La Mutualité Fonction publique (MFP) est l'union de 34 mutuelles de fonctionnaires dont la MGEN, soit 4,7 millions d'assurés et 3 millions de bénéficiaires. Elle gère :

- . le régime obligatoire de Sécurité sociale,
- . la complémentaire santé,
- . la prévoyance,
- . des prestations sociales comme : chèques vacances, aide à l'installation, aide ménagère à domicile...

Par l'intermédiaire de MFP Services :

- . diminution du remboursement Sécu et transfert sur les mutuelles,
- . réduction du nombre de fonctionnaires et vieillissement des actifs réduiront la part de cotisants et accroît les dépenses,
- . désengagement de l'État : suppressions des aides au financement de la protection sociale complémentaire.
- . mise en concurrence (directive européenne) entre les assurances et les mutuelles.

Or, les réformes successives de la protection sociale engagées par le gouvernement depuis 2004 ont des conséquences graves sur le système mutualiste.

Certaines mutuelles (dont la MGEN) ont la tentation de rentrer dans le jeu de la concurrence, envisageant d'abandonner des pans entiers de leurs missions, en particulier tous les services liés aux prestations sociales telles l'aide à domicile ou les chèques vacances, pénalisant ainsi les assurés les plus fragilisés déjà par la réforme libérale de la protection sociale (agents et retraités...).

La CGT dénonce cette casse sociale et refuse :

- . la fermeture de 34 sections locales de MFP Services sur 94, incompatible avec la qualité d'un service public de proximité,
- . le licenciement d'au moins 309 salariés.

Elle propose un projet alternatif qui a reçu l'adhésion des autres syndicats (FO, CFDT, CFTC) mais qui est rejeté par l'employeur. Il prévoit, tout en conservant un maillage territorial, une réorganisation adaptée afin de préserver la qualité du service rendu.

La CGT appelle tous les personnels à envoyer courrier et pétitions aux membres du Conseil d'administration de MFPS :
Mmes et MM les membres du Conseil d'Administration de la MFPS
62, rue Jeanne d'Arc – 75640 Paris cedex 13 - Fax : 01 45 83 57 76.

L'UNSEN-CGT appelle ses militant-e-s, ses syndiqué-e-s à mettre en débat les stratégies des mutuelles de fonctionnaires pour peser sur les décisions et conserver des mutuelles solidaires dans l'intérêt des sociétaires et ce en liaison avec une Sécurité sociale renforcée.

6.7 - Paiement mensuel des primes au 01.09.2005

Cette mesure est la conséquence de la mise en place du régime additionnel (cf. 8.2) nécessitant d'harmoniser mensuellement versement et le prélèvement des primes.

« Vu le décret 89-826 du 9 novembre 1989 portant attribution d'une indemnité spéciale aux instituteurs et professeurs des écoles affectés dans les établissements régionaux d'enseignement adapté et les écoles régionales du premier degré, aux instituteurs et professeurs des écoles affectés dans les sections d'enseignement général et professionnel adapté, aux directeurs adjoints chargés de section d'enseignement général et professionnel adapté, aux instituteurs et aux professeurs des écoles affectés au Centre national d'enseignement à distance et aux instituteurs et professeurs des écoles en fonctions dans les unités pédagogiques d'intégration et les classes relais, notamment son article 3 ;

Vu le décret 91-466 du 14 mai 1991 instituant une indemnité de sujétions particulières en faveur des directeurs de centre d'information et d'orientation et des conseillers d'orientation-psychologues relevant du ministre chargé de l'éducation et des personnels non titulaires exerçant les mêmes fonctions, notamment son article 3 ;

Vu le décret 91-468 du 14 mai 1991 instituant une indemnité forfaitaire en faveur des conseillers principaux et des conseillers d'éducation relevant du ministre chargé de l'éducation, et des personnels non titulaires exerçant les mêmes fonctions, notamment son article 3 ;

Vu le décret 91-1259 du 17 décembre 1991 créant une indemnité de responsabilité en faveur des personnels enseignants exerçant les fonctions de professeur chef de travaux, notamment son art. 3 ;

Vu le décret 92-33 du 9 janvier 1992 fixant le taux de la prime de rendement allouée aux conservateurs généraux des bibliothèques, notamment son article 3 ;

Vu le décret 93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré, notamment son article 6 ;

Vu le décret 98-40 du 13 janvier 1998 instituant une indemnité spéciale allouée aux conservateurs des bibliothèques, notamment son article 3 ;

Vu le décret 99-703 du 3 août 1999 instituant une indemnité de suivi des apprentis attribuée aux personnels enseignants du second degré, notamment son article 2 ;

Vu le décret 99-886 du 19 octobre 1999 instituant une indemnité de fonctions particulières allouée aux personnels enseignants des classes préparatoires aux grandes écoles organisées dans les lycées relevant des ministres chargés de l'éducation et de la défense, notamment son article 4 ;

Vu le décret 2001-577 du 2 juillet 2001 portant attribution d'indemnités de responsabilité aux agents comptables de certains établissements d'enseignement, notamment son article 7,

Article 1 - Le mot : « trimestriellement » est remplacé par le mot : « mensuellement » dans les textes visés ci-dessus, à l'exception du décret n° 92-33 du 9 janvier 1992 susvisé où le mot : « semestriellement » est

remplacé par le mot : « mensuellement » et du décret du 2 juillet 2001 susvisé dans lequel le mot : « trimestriel » est remplacé par le mot : « mensuel ».

Article 2 - Cette disposition prend effet au 1^{er} septembre 2005 en ce qui concerne le décret du 15 janvier 1993 susvisé.

Article 3 - Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française. »

6.8 - Retraite et calculs...

1. Les choix de CPA (cessation progressive d'activité) et de CFA (congé de fin d'activité) ont subi des modifications avec la loi du 23.08.2003.

Depuis le 01.01.2004, de nouvelles conditions sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une CPA :

- . occuper un emploi dont la limite d'âge est fixée à 65 ans (possibilité de poursuivre en CPA après 60 ans, impossible auparavant),
- . être âgé de 57 ans au moins (mais aménagement transitoire jusqu'en 2008 ; ex : 55 ans en 2005...),
- . avoir cotisé 33 ans aux différents régimes de retraite et justifier de 25 ans de services dans la fonction publique (service militaire inclus).

Possibilité d'opter soit pour une quotité fixe à 50 % ou dégressive (80 % les deux premières années puis 60 %).

Pour le calcul de la pension, il est désormais permis de cotiser sur la base de la cotisation correspondante).

Pour les CPA prises avant le 01.01.2004, les agents bénéficient des dispositions antérieures et peuvent demander, dans un délai de 1 an, le maintien en activité au-delà de 60 ans, selon des conditions particulières (voir les détails dans le PEF n° 72, mars 2004 ou sur le site de l'UNSEN : www.ferc.cgt.fr).

2. Tous les personnels prévoyant de partir à la retraite ou d'accéder au CFA ou à la CPA, peuvent demander un état de services auprès de leur rectorat ou de l'I.A.

• Concernant le régime général, contacter l'antenne CNAV de votre ville (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse) ou demander votre relevé par internet. Vous obtiendrez la réponse sous huit jours.

• Concernant la caisse complémentaire de l'IRCANTEC :
IRCANTEC – 24, rue Louis Gain - 49039 Angers Cedex 01.

• Concernant les régimes complémentaires AGIRC-ARRCO, contacter les permanences locales de la Sécurité Sociale.

• Pour obtenir un "état signalétique des services militaires", s'adresser au Ministère de la Défense - BCAAM - Caserne Bernadotte - 64023 Pau cedex.

6.9 - Application du décret sur le régime additionnel

Le régime additionnel, qui va devenir obligatoire, s'adresse uniquement aux titulaires. Il est destiné à constituer des points de retraite sur les indemnités (primes, indemnités de résidence, heures supplémentaires...), à hauteur de 20 % du traitement maximum.

Le taux de cotisation est fixé à 10 % de l'assiette : 5 % pour le salarié et 5 % pour l'employeur.

La gestion financière des cotisations offre la possibilité de placements diversifiés, donc d'achat d'actions, cela le définit comme un régime de capitalisation. L'ouverture des droits est fixée à 60 ans. Les personnels bénéficiant de départ anticipé ne pourront percevoir leur pension complémentaire qu'à l'âge de 60 ans.

Il sera versé sous forme de rente (exceptionnellement en capital si le montant de la 1^e année est inférieur à 206 euros). En cas de décès de l'ayant droit, la réversion est prévue.

Dans l'immédiat, ce nouveau régime amputera le pouvoir d'achat des actifs.

Les allocations mensuelles, dans le secteur de l'Education dans lequel les primes sont très faibles en proportion du traitement, vont être dérisoires (exemple : pour un professeur des écoles, indice 782 en fin de carrière, au mieux 14 euros /mois pour 5 ans, 27 euros pour 10 et 81 euros pour 40 ans de cotisation, avec un rendement hypothétique de 8 %). Ce rendement, compte tenu des aléas boursiers, pourrait être bien moindre.

D'autre part, l'ouverture d'une caisse par capitalisation pour le régime complémentaire ouvre la voie à une remise en cause du principe de la répartition pour le régime principal.

A suivre...

6.10 – Départ anticipé des parents de trois enfants : un nouveau recul

Article L 24 - I - 3^o du Code des pensions

Décret 2005-449 du 10.05.2005

C'est par une note d'information, datée du 19 mai 2006, du Service des Pensions en direction des services chargés de la liquidation des pensions, que nous avons appris une modification importante en matière d'application des dispositions de l'article L 24-I-3^o du Code des pensions concernant la date d'ouverture des droits des parents de 3 enfants.

Jusqu'alors, la pension était liquidée dans les conditions en vigueur pendant l'année au cours de laquelle les droits sont acquis. Pour un parent de trois enfants ou plus, il s'agissait de l'année au cours de laquelle deux conditions étaient réunies : la fin de la quinzième année de service et la naissance du 3^e enfant.

A compter du 01.01.2007, cette année d'ouverture du droit sera, au plus tôt, l'année 2005, même si les deux conditions précitées étaient réunies antérieurement à 2005 (*cf l'exemple ci-dessous*).

Cette mesure sera appliquée aux fonctionnaires dont la date d'effet de la radiation des cadres sera postérieure au 31.12.2006.

Exemple : Pour les femmes ayant eu leur 3^e enfant avant le 31.12.2003, le calcul de la pension restait basé sur les conditions d'avant 2003, c'est-à-dire une durée d'assurance requise pour une pension à taux plein de 150 trimestres (37,5 années) avec une pension correspondante à 2% du dernier salaire brut par année de service prise en compte.

Dorénavant, elles se verront appliquer une ouverture de droits correspondant à l'année 2005 au plus tôt, soit une pension à taux plein de 154 trimestres (38,5 années) avec une pension correspondant à 1,948 % du dernier salaire brut par année de service prise en compte.

6.11 - Transfert aux CAF de la gestion des prestations familiales des fonctionnaires de l'État et des employeurs publics au 01.07.2005 pour l'Education Nationale ⁽¹⁾

Cette mesure porte atteinte à la branche famille de la fonction publique. Elle est un signe supplémentaire du désengagement de l'État et de sa volonté de réduire ses dépenses. En effet, l'État employeur des fonctionnaires réduit par là-même sa participation au financement de la politique familiale des agents. Cette décision a été prise au mépris d'un rejet majoritaire des organisations syndicales, dont la CGT.

Les lois prises sur les retraites et la sécurité sociale participent de la déstructuration de la protection sociale. Dans le même temps, la décision gouvernementale de transférer la gestion des prestations familiales aux Caisses d'Allocations Familiales (CAF),

jusqu'à présent gérées par l'employeur atteint le régime particulier de la branche famille dans la fonction publique.

C'est un pas de plus dans la dégradation de l'environnement social des agents de la Fonction publique, notamment des plus modestes.

Ce transfert mené aux forceps, au moment où les actions sociales interministérielles et ministérielles des fonctionnaires sont, elles aussi, remises en cause, est bien le signe d'un remodelage plus profond de la situation, de l'emploi, de la fonction de l'agent de l'État. Ainsi, l'harmonisation des droits sociaux public-privé est une duperie : l'objectif est de restructurer l'ensemble des droits sociaux pour être mieux au service de la nouvelle organisation territoriale de l'État, de la gestion des ressources humaines tout en les remettant en cause pour réduire les dépenses publiques.

Avec ce transfert, l'État joue gagnant sur ses objectifs politiques de réduction drastique des dépenses publiques et sociales et de réorganisation de l'État.

Cette politique donne le ton d'une réduction de la participation des employeurs au financement de la politique familiale.

Elle participe à la remise en cause à terme des prestations d'action sociale dont bénéficient les fonctionnaires au titre de l'art 9 du statut.

Les prestations « légales » sont communes à toutes les familles telles les allocations familiales, le complément familial de traitement etc.

Par contre, tel n'est pas le cas des prestations dites « extralégales » des 123 CAF ayant des politiques d'action sociale différentes sur le territoire. Ces prestations individuelles sont décidées par chaque conseil d'administration de caisse qui développe ses propres critères d'accès aux prestations à des niveaux de rémunération très bas.

Ainsi des familles de composition et ressources identiques perçoivent des prestations individuelles différentes d'un département à un autre. En ouvrant le transfert aux prestations extra légales, non seulement les fonctionnaires auraient été exclus du champ de ces prestations mais le principe d'égalité cher aux garanties des fonctionnaires aurait été rompu.

En conséquence les fonctionnaires conservent leurs actions sociales individuelles. Toutefois, le maintien et le développement à terme des prestations d'action sociale du régime des fonctionnaires ne sont pas garantis pour autant. Le principe de « non-cumul des prestations sociales pour le même objet » consiste en effet à prioriser le bénéfice des prestations du régime général avant celles du régime particulier.

Les fonctionnaires d'État ont vécu en 1984 ce désengagement de l'État employeur avec la suppression de l'allocation de garde d'enfant de moins de 3 ans au moment de l'accès aux crèches par l'affiliation CNAF. Ils peuvent le vivre à nouveau avec d'autres prestations. Par exemple, les aides au logement individuelles ou collectives sont fragilisées. En effet, à l'heure où la mise en oeuvre de la déconcentration des crédits servant à réserver des logements aux fonctionnaires est dans le flou le plus total.

Pour l'UGFF-CGT, ce transfert n'était pas indispensable. Le choix est avant tout d'ordre politique et a des implications au-delà des prestations dans le cadre de la réorganisation de l'État. Or, les dites activités sont indissociables statutairement de l'exercice des missions publiques, des astreintes et obligations des fonctionnaires et le droit des agents au versement des

prestations familiales est intégré à l'article 20 du statut général (loi du 13 juillet 1983 – Titre I).

⁽¹⁾ Cela ne concerne pas le supplément familial de traitement ni les agents travaillant en Outre mer.

7 - Salaire / Pouvoir d'achat : des luttes à mener

7.1 - Hausse du SMIC : intensifier les mobilisations dans les entreprises

La CGT revendique le SMIC à 1 500 euros tout de suite et une répercussion de cette augmentation à tous les niveaux de la grille.

Le coup de pouce décidé par le gouvernement se borne à 24 centimes de l'heure, soit 1,68 euros/jour ou 36,40 euros/mois.

Le SMIC s'élève depuis le 01.01.2006 à 8,27 euros de l'heure ou 1 254,28 euros pour 35 heures.

Avec l'obligation d'indexation légale et le coup de pouce décidé par le gouvernement, le SMIC net mensuel n'atteindra toujours pas les 1 000 euros.

Dans le même temps, les PDG des grands groupes, les actionnaires du CAC 40 s'arrogent des augmentations fabuleuses qui dépassent l'entendement.

Le gouvernement avait fait du "travailler plus pour gagner plus" sa feuille de route. Quatre ans après on en est à "travailler plus, plus durement, et gagner moins".

Les salaires sont tassés vers le bas. 30 % des salariés ont vu baisser leur salaire l'an dernier. Tous les niveaux d'embauche sont rabaissés, les possibilités de promotion sont réduites à peau de chagrin.

La CGT revendique le SMIC à 1 500 euros tout de suite et une répercussion de cette augmentation à tous les niveaux de la grille.

C'est une mesure de justice sociale, de valorisation du travail, c'est une mesure efficace pour la croissance et l'emploi.

Les conflits sont en hausse de 16 % cette année. Leur première motivation en est la revalorisation salariale (dans 41 % des cas).

C'est cette dynamique là que la CGT poursuivra pour obtenir un autre partage entre rémunération du capital qui atteint des sommets et rémunération du travail qui est en chute libre.

Il faut gagner des négociations salariales partout pour augmenter les salaires, reconnaître les qualifications et l'évolution des savoir-faire et contribuer à relancer la croissance et l'emploi La CGT appelle les salariés à des mobilisations unitaires dans les entreprises et au plan national pour y parvenir.

[Déclaration de M. Dumas, Secrétaire confédérale, le 26.06.2006]



7.2 – Les salariés ne trouvent pas leur compte dans la prétendue reprise de la croissance

Invoquant la hausse du PIB au second trimestre, supérieure aux prévisions, le ministre de l'Economie et des Finances annonce avec beaucoup d'aplomb un « retour à une croissance solide » et d'affirmer qu'il s'agit d'une tendance lourde (...) sur un trimestre ! Il minimise ainsi les risques et incertitudes économiques et politiques qui pèsent sur la croissance et fait l'impasse sur le fait qu'elle demeure moitié moindre que la croissance mondiale.

Il y a un an, le Premier ministre parlait d'une « croissance sociale » mais il n'y a eu ni croissance, ni social. En revanche, il y a eu multiplication des mesures anti-sociales qui ont provoqué luttes et mouvements sociaux de grande ampleur.

Au-delà, dit-il, du constat d'une reprise de consommation et peut-être d'investissement plus forte que prévu, « c'est la maîtrise des déficits publics et le désendettement qui créent la confiance, condition préalable à la croissance ». Dans la même direction, le ministre délégué au Budget constate que l'amélioration des rentrées fiscales « est le fruit du travail des Français et il n'est pas question de le dilapider ». Le « travail des Français » est ainsi évoqué pour accréditer des idées fausses et perverses. La confiance, telle que la définit et la recherche le ministre de l'Economie, est celle des marchés financiers. Pour les salariés, la confiance ne viendra que d'une **amélioration réelle de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat**. C'est là, avec l'investissement productif, le vrai gage d'une croissance solide.

Or, qu'il s'agisse de l'emploi ou des salaires, et donc du pouvoir d'achat, ce que tout un chacun a pu vérifier tout au long de l'été, ou encore de l'investissement productif, les performances sont médiocres.

En revanche, les affaires vont bien pour les détenteurs de capitaux. L'exemple d'EDF est parlant : les ménages doivent subir une hausse des tarifs ; en contrepartie, à la Bourse de Paris la valeur des actions d'EDF a augmenté de plus de 43 % depuis le début de l'année, soit la meilleure performance de l'indice CAC 40.

La solidité de la croissance ne viendra pas de la confiance des marchés financiers. Elle nécessite une politique économique cohérente dans toutes ses dimensions pour forger un nouveau mode de développement fondé sur la promotion d'emplois qualifiés, stables et bien rémunérés.

En particulier, des moyens doivent être mobilisés au service d'une nouvelle politique industrielle et de recherche-développement pour renforcer le tissu productif. Le gouvernement fait le choix inverse. Il donne la priorité aux dogmes libéraux : multiplication des cadeaux fiscaux et sociaux (23 milliards d'euros en 2006 sur lesquels la Cour des Comptes elle-même s'interroge), réduction des dépenses publiques, privatisations....

Les salariés ne sont pas dupes. Les faits indéniables de la vie quotidienne ont raison de tout discours électoraliste.

Par leurs rassemblements, les salariés peuvent mettre en échec les politiques libérales. C'est le sens des initiatives de la CGT pour les salaires et pour un plein emploi de qualité.



Sect. Rémunérations 2006

Fiche : de syndicalisation de réactualisation

A qui remettre cette fiche ?
au responsable CGT de votre établissement
ou à retourner à l'UNSEN

COORDONNEES

NOM (Mme/Mlle/M) Nom patronymique

Prénom Date de naissance/...../.....

N° Rue

Code postal Commune

Tél Portable

Fax Mel

LIEU DE TRAVAIL

Résidence administrative (Établissement, École)

Lieu d'exercice (si différent de résidence administrative)

Immatriculation :

Type, Nom :

N° Rue

Code postal Commune

Tél : Fax :

Mel :

Immatriculation :

Type, Nom :

N° Rue

Code postal Commune

Tél : Fax :

Mel :

SITUATION ADMINISTRATIVE

• Date d'entrée dans l'Éducation nationale :/...../..... • Échelon :

• Discipline enseignée :

• Temps de service : Plein Partiel Quotité de service :

• Titulaire : Classe normale Hors classe Classe except

• Stagiaire : Corps (ex : PE, Certifié, PLP,...) :

• Non-titulaire : M.A. Contractuel Vacataire Aide-éducateur MI/SE Assist. d'éduc. M. ½ pension

1^e Catégorie 2^e Catégorie 3^e Catégorie Hors catégorie

• Retraité :

COTISATION SYNDICALE

FORMATION SYNDICALE

• Le taux de la cotisation, rappelé par le 47^e congrès de la CGT, correspond à 1 % du traitement net (66 % étant déductibles des impôts) Voir au verso « Financement de l'organisation », « Mode de paiement de la cotisation au syndicat » en annexe « Le barème des cotisations syndicales ».

Êtes-vous intéressé-e-? OUI NON

Rappel : chaque salarié a droit à 12 jours par an de congé pour formation syndicale.

Commentaires :

A le/...../.....

Signature :

Ces informations restent confidentielles. Elles sont indispensables pour vous joindre et vous défendre.